

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22127 - 82ÈME ANNÉE

Combattre les causes du chômage de masse

Après la colère, où est le projet pour sortir La Réunion de la pauvreté ?



Photo : les activités génératrices de revenu, un moyen de faire reculer la pauvreté.

La réduction des contrats aidés a suscité la grogne des élus réunionnais face à l'État. Mais, une fois la protestation terminée, aucun projet commun n'a émergé pour combattre les causes du chômage de masse et de la pauvreté. Pourtant, cette crise pourrait être l'occasion de rompre avec un modèle fondé sur la dépendance aux subventions et d'engager enfin une politique créatrice d'emplois durables.

La réduction massive des contrats Parcours Emploi Compétence (PEC) a provoqué la grogne des maires et des présidents de collectivités. Réunis à la préfec-

ture, ils ont dénoncé la baisse des crédits de l'État. Mais une fois la protestation terminée, une question demeure : pourquoi les responsables des collectivités ne se sont-ils pas retrouvés autour d'une même table pour bâtir un plan réunionnais de résorption durable de la pauvreté et de la précarité ?

Gestion de la pénurie d'emplois

Car le problème dépasse largement celui des contrats aidés. Ceux-ci ne sont que le symptôme d'un système qui, depuis des décennies, organise la

gestion de la pénurie d'emplois. À La Réunion, le sous-développement lié à la départementalisation se traduit par un chômage de masse qui maintient une grande partie de la population dans la pauvreté.

Société profondément inégalitaire

Cette situation a créé une société profondément divisée. D'un côté, une majorité de Réunionnais survit avec des revenus insuffisants, dépendant des minima sociaux ou d'emplois précaires. De l'autre, un premier monde bénéficie d'un niveau de vie comparable, voire supérieur, à celui des catégories favorisées des pays les plus riches, notamment grâce au système de la sur-rémunération.

Cette fracture nourrit aussi la vie chère. Les prix pratiqués le monopole de la grande distribution s'alignent sur le pouvoir d'achat des touristes et des plus riches, alors que des centaines de milliers de Réunionnais n'ont pas les moyens de suivre. Les plus pauvres paient donc les mêmes prix que les plus riches, avec des revenus très inférieurs.

Quelle Réunion voulons-nous ?

Dans ce contexte, réclamer davantage de contrats ai-

dés revient à demander la prolongation d'un système qui entretient la dépendance. Ces emplois offrent quelques mois de salaire, puis ramènent la plupart des bénéficiaires au chômage. Ils ne construisent ni qualification durable, ni activité économique, ni autonomie.

D'autres voies existent pourtant. Des pays comme la Chine ont démontré qu'une politique publique orientée vers la création d'activités génératrices de revenus pouvait faire reculer massivement la pauvreté. Soutenir les petites entreprises, développer les services à la personne, protéger l'environnement, renforcer l'agriculture, accompagner les initiatives des femmes et des jeunes : autant de leviers capables de créer des emplois durables plutôt que des contrats temporaires.

La baisse des PEC devrait être l'occasion d'ouvrir un grand débat sur un nouveau modèle de développement réunionnais. Au lieu de défendre uniquement le maintien des subventions venues de France, les collectivités pourraient construire ensemble un projet d'émancipation économique. La véritable urgence n'est pas de préserver le traitement social du chômage, mais de créer les conditions permettant aux Réunionnais de vivre durablement de leur travail.

M.M.

« La Voix des Origines : Ces géants qui ont pensé l'Afrique unie » — Épisode 9 : Épilogue

« Chagos-La Haye, l'Odyssée d'un peuple »

« Tant que le panafricanisme sera un slogan d'opposition et non une ingénierie d'État, l'Afrique ne fera que changer de créanciers et de tuteurs. »

Il est temps de sortir des consolations de l'Histoire. Soixante ans après les indépendances, le panafricanisme souffre d'un malentendu tragique : nous avons confondu le théâtre de la souveraineté — un drapeau, un hymne, un siège à l'ONU — avec les réalités de la puissance matérielle.

En 2026, à l'heure du grand réalignement géopolitique mondial et de la fin de l'hégémonie occidentale, une certitude s'impose : l'Afrique n'était pas seulement dominée par la force de ses oppresseurs, elle l'était par l'absurdité de ses

divisions. Si le continent veut éviter de retomber dans la servitude au XXI^e siècle, il doit affronter trois vérités dérangeantes.

I. Rompre avec un tuteur n'est pas devenir libre

La plus grande illusion contemporaine consiste à prendre la gesticulation anti-impérialiste pour de la stratégie. Chasser un ancien colonisateur, brûler un drapeau ou rompre un accord de défense ne constitue pas, en soi, un acte de libération. En géopolitique, le vide n'existe pas : un micro-État balkanisé qui rompt avec l'Occident sans s'adosser à

un bloc continental unifié ne fait que se livrer, pieds et poings liés, aux nouvelles puissances d'Eurasie ou du Golfe.

George Padmore et Kwame Nkrumah l'avaient prédit avec une précision chirurgicale : la substitution d'un protecteur par un autre n'a jamais été une décolonisation. C'est simplement une restructuration du marché de la dépendance. Sans monnaie commune, sans armée fédérale et sans diplomatie unifiée, la rhétorique de la rupture n'est qu'un changement de bailleur de fonds.

II. Le marché unique est une chimère sans usines

Nous célébrons la Zone de libre-échange continentale (ZLECAf) comme une panacée, mais nous oublions les lois élémentaires de l'économie. Comment prétendre intégrer des nations qui ne produisent rien qu'elles ne consomment, et qui exportent toutes les mêmes matières brutes vers les métropoles industrielles du Nord et d'Asie ?

L'unité ne naîtra pas des signatures au bas de traités de libre-échange copiés sur le modèle européen. Elle naîtra, comme l'enseignaient Cheikh Anta Diop et Marcus Garvey, de la souveraineté industrielle : la création de cartels publics sur nos minerais stratégiques (lithium, cobalt, bauxite, uranium), le contrôle absolu de nos chaînes de valeur et l'interconnexion lourde de nos réseaux énergétiques. La puissance ne commence pas au guichet de douane, elle commence à l'usine et dans le laboratoire.

III. La souveraineté ne peut servir de masque à la faillite morale

La menace la plus insidieuse vient de l'intérieur. Le panafricanisme est trop souvent confisqué par des

élites qui en font un bouclier rhétorique pour masquer leurs faillites, leur corruption et leur incapacité à gouverner. On invoque la « main de l'étranger » pour faire oublier l'absence d'écoles, d'hôpitaux et de justice.

Frantz Fanon et Amílcar Cabral nous avaient mis en garde : un discours souverainiste qui ne s'accompagne pas d'une rigueur éthique et d'un service sacré du peuple est une imposture. La jeunesse africaine ne se nourrit pas de slogans. Si le panafricanisme officiel ne devient pas une matrice de gouvernance irréprochable et de progrès scientifique, il sera balayé par la colère populaire ou récupéré par de nouveaux autoritarismes.

L'exigence du présent

Du Bois nous a donné la vision du monde ; Garvey, l'orgueil industriel ; Padmore, le pragmatisme diplomatique ; Nyerere, l'enracinement populaire ; Nkrumah, l'impératif fédéral ; Fanon, la sécession mentale ; Diop, le bouclier scientifique ; Mbeki, l'ambition institutionnelle.

Ces géants n'ont pas écrit des poèmes : ils ont dressé le cahier des charges de notre survie. L'Afrique du XXI^e siècle n'a plus besoin d'hommages commémoratifs ni de lamentations victimaires. Dans le grand jeu multipolaire qui s'ouvre, elle n'a plus que deux options : s'unir pour imposer sa puissance, ou rester divisée pour être dévorée.

L'Histoire ne nous pardonnera plus de ne pas avoir choisi.

David Gauvin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud ; 2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau ; 2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Kontra Pec an mwins, rézilta d'in maldévolpman

Mézami bann marmaye lékol lé an vakanss, mé pandann tan-la bann zadministrassion i prépar la rantré skolèr é biensir i fé an sort sa i spass dann méyèr kondission possib. Mi oi pa kissa i vé k'léshoz i spass mal.

Mé wala néna lo problèm bann kontra PEC é innonb konékan bann kontra lé pa ronouvelé.d'issi d'laba, in pé partou dann La rényon demoune i anplègn pars zot nora pwin zot pti kontra d' travaye. Konbien viktime ora dann sète afèr-la ? Ni koné pa ankor mé pou an avoir sir k'nora.

Arzout èk sa lékol èl mèm ni koné pa si va fonkssione an sékirité. Parèye pou bann mèkrédi zénèss.-dann déssèrtène komine la fine dir sar siprimé.

Astèr bann zèlu i fé fass in gouvèrnman i vé pa rovnir dsi son poinn-vizé. Promèss prézidan la fé ! Mé astèr Prézidan lé pa la èk sa é li vé pa rovnir dsi son déssizion li la pri néna o mwins dé manda.

Alor in pé i poz la késtyon : zot i domann pou kossa toulmoune i réini pa pou fé bann propozission korèk : korèk pou lo finansman bann koléktivité, korèk pou bann travayèr-travayèz. Pandan s'tan-la ni avanss dsi la rantré é ni vé ni vé pa, sirésèrtin lo péi késtyonn lékol i sava fé iin pa an aryèr plito k'avanssé.

Pou kossa toulmoune résposab i réini pa, omwins pou prézant in fron uni fass lo gouvèrnman, Pou kossa i gingn pa diskite ansanm sof pou anparl in sityasssion dépassé.

Tansion pangar ! Abon antandèr salu !

Justin